

Introduction

Vingt ans après... Certains jugeront que c'est trop court alors que pour moi qui ai vécu ces années, j'ai l'impression qu'un monde sépare la vie politique d'hier de celle d'aujourd'hui. Des hommes qui occupaient le premier plan ont disparu ou ne sont plus en activité ; certains problèmes ont trouvé leur solution, heureuse ou malheureuse, mais, surtout, l'esprit qui nous habitait n'est plus. Qui, à de rares et importantes exceptions près, se soucie aujourd'hui d'être gaulliste ? Or, si une question était à nos yeux fondamentale, c'est bien celle-là. Nous avons hérité d'une exigence : assurer le rayonnement de la France. C'est sur les moyens à employer pour réaliser cet objectif que nos analyses divergeaient.

On va le voir, je ne fus pas toujours d'accord avec Georges Pompidou. Et si je lève aujourd'hui le voile sur certaines tensions qui ont existé entre nous, ce n'est pas pour régler des comptes. La vieillesse et la maladie sont causes de souffrances au quotidien, mais sources de sérénité. Au terme de mon existence, je regarde différemment ce que fut ma vie politique, ses passions et ses échecs. Avec Georges Pompidou, nous nous sommes accordés et nous nous sommes combattus, dans, me semble-t-il, un respect mutuel. Celui, peut-être, que l'on n'éprouve que

pour un vieil ami dont on connaît les forces mais aussi les faiblesses. La maladie de Georges ne modifia pas fondamentalement nos rapports ; elle augmenta encore l'admiration que j'éprouvais pour l'homme quand le politique me décevait.

Pour évoquer mes relations avec celui qui fut le président de la République de 1969 à 1974, j'ai la chance d'avoir conservé dans mes archives personnelles les notes prises, à partir d'avril 1971, à la suite de chaque entretien important. Je dictais, le jour même ou le lendemain, le contenu de notre conversation à ma secrétaire Janine Letrosne. Sans que j'y prenne garde, les notes se sont accumulées. Serrées dans un dossier, rangées dans un coffre, elles étaient exclusivement destinées à mon usage personnel. Je savais qu'un jour ou l'autre j'éprouverais le besoin de les consulter et d'y chercher la réponse à une question lancinante : comment être gaulliste sans de Gaulle ? Si je suis resté ministre après le départ du Général, j'ai toujours su que ce serait pour un moment très bref. Il a cependant duré jusqu'en mars 1973. J'ai dû pour cela surmonter bien des réticences et des déceptions. Ce n'est pas un hasard si j'ai commencé à prendre des notes au printemps 1971. Le Général n'était plus depuis quelques mois. Sa disparition, qui eût pu me rapprocher de Pompidou, produisit l'effet inverse. Qui de nous deux serait le plus « pur », le « meilleur » gaulliste ? La réponse à cette question importait peu, elle était pourtant omniprésente dans mes rapports avec Pompidou et entraîna mon départ du gouvernement. Je n'ai jamais pensé être le détenteur d'une « vérité gaulliste » mais, me comportant en gaulliste, m'interdisant de me désolidariser du président de la République, de prendre la tête d'une opposition, j'exigeais de pouvoir dire ce que je pensais. Dans l'intérêt

de ma carrière politique, j'aurais parfois mieux fait de me taire. On ne se refait pas.

Revenant sur ces années, je n'ai pas voulu donner libre cours à ma seule mémoire, même immédiate. J'ai choisi de compléter mes comptes rendus d'entretiens par une sélection de lettres, puisées dans une correspondance qui ne s'interrompt qu'avec la mort de Georges Pompidou, et dont je publie ici non l'intégralité, mais l'ensemble des pièces permettant de suivre l'évolution de nos rapports personnels. Hormis le souci de faire entendre la voix de Georges Pompidou, c'était pour moi la façon de dresser le tableau de relations qui n'ont pas débuté en 1971, mais vingt-cinq ans auparavant, au lendemain de la Libération, de les inscrire dans une continuité dont ne rendent pas compte les seuls entretiens qui en retranscrivent les temps forts, souvent houleux.

Mme Georges Pompidou et son fils, le professeur Alain Pompidou, m'ont autorisé à publier des lettres inédites de Georges Pompidou.

Qu'ils en soient ici vivement remerciés.

EN RELISANT NOS LETTRES...

Je rencontre Georges Pompidou, en 1945, au cabinet du général de Gaulle. Notre première entrevue a lieu dans le bureau de René Brouillet qui, à la demande de Gaston Palewski, l'a recruté comme chargé de mission afin de préparer les discours du Général. Ce qui frappe en lui, dès l'abord, c'est son intelligence. Quand je le connaîtrai mieux, je m'apercevrai qu'il manifeste une qualité rare : il va au cœur du sujet, à l'essentiel du premier coup. J'ai rencontré peu d'hommes qui disposent d'une telle capacité de synthèse. Je n'ai pas souvenir des sentiments que j'ai provoqués chez ce jeune professeur mais je me rappelle avoir été surpris par son attitude durant l'Occupation. Il était anti-allemand, un point c'est tout. Le Général ne voulait pas dans son entourage de gens compromis avec les Allemands, et Pompidou ne l'avait pas été ; il n'exigeait cependant pas de tous ses collaborateurs qu'ils eussent été résistants. Cette absence d'engagement pendant les « années noires » demeura une blessure jamais cicatrisée chez Pompidou.

Georges Pompidou ne commence à avoir une réelle influence politique sur le Général qu'en 1947, au temps du Rassemblement du Peuple Français. Il se fait remarquer pour sa loyauté et ses qualités d'organisateur. Chef de cabinet, il est également membre de la commission Palewski, en charge de l'élaboration du programme du

mouvement. André Diethelm, Raymond Aron et moi-même – qui suis rapporteur général – appartenons à cette commission. Commence alors entre nous une phase d'intimité intellectuelle. Je le vois fréquemment, notamment à la réunion hebdomadaire de notre petit groupe, installé rue de l'Université, dans un appartement que j'avais connu pendant la Résistance et qui abritait les rendez-vous de Charles Laurent et de Paul Ribière, deux responsables du mouvement clandestin Libération Nord. C'est pendant ces années que Pompidou conquiert son titre de gaulliste : il n'avait pas appartenu à la France Libre mais le Général a l'occasion d'éprouver sa fidélité au moment de sa « traversée du désert ».

Après la dissolution du RPF en 1953, Guy de Rothschild, dont le fondé de pouvoir, René Fillion, est trésorier du mouvement, est en contact avec Pompidou. Il décide de se l'attacher à titre de collaborateur personnel. Quand Pompidou me demande d'intervenir en sa faveur, la décision est déjà prise. Je me souviens qu'un soir, après dîner, la femme de Guy, Alix, m'interroge sur ce que je pense d'un homme dont elle écorche le nom. Je fais l'éloge du nouveau collaborateur de son mari. Pompidou devient vite fondé de pouvoir ; René Fillion, élu sénateur du Sénégal, est éliminé. Il en conservera une vive rancœur.

Nos routes alors divergent. Je suis de loin l'ascension exceptionnelle de Pompidou mais prends conscience de sa volonté de réussir. Tout esprit ambitieux est égocentrique et Pompidou est fort ambitieux. Son intelligence, dépourvue de toute naïveté, s'applique aux hommes aussi bien qu'aux choses. Collaborateur désormais indispensable, il est le confident de Guy de Rothschild qu'il finit, chose rare entre toutes, par tutoyer. Deux anecdotes demeurent en

ma mémoire. En 1954, au moment de l'affaire de la Communauté Européenne de Défense, qui prévoit la création d'une armée franco-allemande, Pompidou m'invite à dîner avec Guy de Rothschild afin de lui expliquer ma ferme opposition à ce projet. Il me trouve un peu « excité » dans mon gaullisme... Lui-même, à l'époque, « spectateur engagé », est avant tout soucieux d'être informé le plus exactement possible de la chose publique. Satisfait d'entretenir une certaine proximité avec les milieux politiques, il ne songe pas à y faire carrière. Au lendemain d'un certain 13 mai 1958, date du coup de force d'Alger provoqué par l'incapacité de la IV^e République à éviter puis à dominer la guerre d'Algérie, Pompidou nous convie à déjeuner, Roger Frey et moi : « J'espère que, ni l'un ni l'autre, vous n'appartenez à cette race de fous qui travaillent pour le retour du Général. On peut le regretter, mais je vous dis qu'il ne reviendra pas ! » Or, s'il y avait bien une chose que Roger Frey et moi-même attendions, c'était le retour du Général, l'occasion historique qui lui permettrait de reprendre en main le destin de la France. L'opinion de Pompidou représente celle des milieux d'affaires : par sa bouche s'exprime leur opposition au retour du Général. Nous serons tous deux étonnés – le mot est faible – quand nous apprendrons, quelques jours plus tard, que le Général l'a choisi comme directeur de cabinet.

Pompidou joue un rôle de premier plan dans la formation du gouvernement. C'est lui qui a l'idée de me faire nommer seul ministre sans portefeuille afin de rédiger la future Constitution. Cette tâche m'agréa mais l'une de mes priorités est la réforme de la Justice. C'est donc la fonction de Garde des Sceaux que j'ambitionne et que, à ma grande surprise, j'obtiendrai. Dans le sobre bureau que l'Hôtel La Pérouse lui a aménagé hâtivement, le

Général me dira : « J'avais prévu pour vous un ministère important (en fait les Affaires étrangères) mais je vous demande d'accepter pour commencer ce petit ministère qu'est la Justice. » Je vois là l'influence de Pompidou comme je la sens dans la nomination du radical Ramonet qui, quelques jours avant de devenir ministre de l'Industrie, prônait, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, l'arrestation du Général à titre préventif. Le Général énumère alors devant moi les principaux membres du gouvernement, auxquels je rajoute le nom de Maurice Couve de Murville, ambassadeur de France à Bonn, qui, réservé à l'égard de la Communauté Européenne de Défense, fait désormais partie de la famille gaulliste.

Pompidou est incontournable. Il est le « maître à penser » du gouvernement pour ce qui concerne l'Économie dans ses deux aspects très importants que sont les finances publiques – il arrête le budget de l'année 1959 – et la monnaie – l'idée du nouveau franc vient de lui. Il est présent aux comités que le général de Gaulle réunit dans son bureau pour l'élaboration de la Constitution. Il écoute les discussions et moi-même avec un mélange d'admiration et d'ironie puis se met à parler. Il présente au Général des hommes politiques, des syndicalistes et aussi des journalistes. Bref, en tant que directeur de cabinet, il joue un rôle politique fondamental dont le Général lui sera toujours reconnaissant.

Elu président de la République, le Général offre à Pompidou de devenir Premier ministre. Pompidou refuse et propose mon nom. « J'y pensais », répond simplement le Général. Au téléphone, il m'explique pourquoi il refuse cette fonction prestigieuse : « Le Général m'a posé la question mais je n'ai pas d'ambition politique ; je suis

entré dans les affaires, j'en suis sorti pour aider le Général, mais je retourne aux affaires. Votre vocation est d'assumer la suite. » Il craint aussi les retombées intérieures de la guerre d'Algérie et du coup de force d'Alger. « Vous, vous êtes bien vu de l'armée. » C'est dire que lorsque je suis nommé à Matignon, en décembre 1958, Pompidou m'est tout à fait favorable.

Très vite, je suis absorbé par une tâche difficile. J'ai décrit, dans le tome III de mes *Mémoires*, comment je fais appel à Pompidou pour combattre l'excès de pessimisme qui conduit le Général à vouloir partir dès la présentation du nouveau gouvernement à la presse en janvier 1959. A mes yeux, Pompidou est pour nous un ami proche et un allié sûr, dont les conseils sont d'autant plus avisés qu'il est bien informé des affaires du gouvernement. Lors d'un voyage aux États-Unis, il m'adresse cette carte postale :

Cher Michel,

De très loin, je suis vos affaires. Il me semble que les événements d'Alger vous ont beaucoup servi et que, du coup, les petits problèmes et les petits hommes ont disparu dans le néant, au moins provisoire. Attention toutefois au voyage¹ ! Ici, j'ai trouvé des milieux financiers très troublés, mais je me suis déchaîné dans la contre-offensive. L'affaire d'Alger reste au premier plan des préoccupations et les journaux en parlent énormément. A bientôt (10 février). Amitiés.

Georges

Nos rapports cordiaux n'interdisent pas à Pompidou d'être sans complaisance sur mon style de gouvernement.

1. Je dois me rendre à Alger le 10 février 1959.